

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 09/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CRIEL ENERGIES

213 COURS VICTOR HUGO
33130 Bègles

Références : UDRD-2025-10-T-561
Code AIOT : 0005805531

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement CRIEL ENERGIES implanté Lieu dit plaine de sang roy 76910 Criel-sur-Mer. L'inspection a été annoncée le 01/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour but de contrôler la mise en conformité de l'installation suite à la mise en demeure du 17 octobre 2024 et aux demandes formulées dans le rapport de visite du 20 septembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CRIEL ENERGIES
- Lieu dit plaine de sang roy 76910 Criel-sur-Mer
- Code AIOT : 0005805531
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CRIEL ENERGIES bénéficie des droits acquis au titre des dispositions des articles L.513-1 et R.513-1 du code de l'environnement. L'antériorité pour cette installation a été actée par courrier en date du 17 septembre 2012.

La société CRIEL ENERGIES appartient au groupe VALOREM.

L'installation est implantée sur les communes de Criel-sur-Mer et Saint-Martin-Le-Gaillard.

Elle est composée de 4 aérogénérateurs de technologie ACCIONA, de type AW 1500, avec une hauteur mâts et nacelle de 80 m et un rotor de 82 m de diamètre, soit une hauteur en bout de pale de 121 m. La puissance unitaire des machines est de 1,5 MW, soit un total de 6 MW pour l'ensemble du parc.

L'installation a été mise en service le 04 juillet 2011.

Le suivi de l'exploitation et de la maintenance de ce site, est assuré par la société VALEMO.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en demeure du 17 octobre 2024	AP de Mise en Demeure du 17/10/2024, article 1	/	Levée de mise en demeure
2	Documentation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a respecté l'arrêté de mise en demeure du 17 octobre 2024 et a répondu à l'ensemble des demandes formulées dans le rapport de visite du 20 septembre 2024. Il est donc proposé au préfet la levée de la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure du 17 octobre 2024

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/10/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : La société CRIEL ENERGIES, dont le siège social est situé 213 COURS VICTOR HUGO à BEGLES (33 130), est mise en demeure pour son établissement de CRIEL SUR MER de respecter les dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 26 août 2011 sus-visé sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

<p>Cette prescription sera réputée satisfaite à l'échéance si l'exploitant établit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des équipements instrumentés de sécurité destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation en cas d'incendie ; - procéder au contrôle de ces équipements. <p>Les rapports de contrôle devront être transmis en français selon la réglementation en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni la liste des équipements instrumentés de sécurité destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation en cas d'incendie dans son courrier du 13 février 2025. Chaque aérogénérateur est équipé de trois détecteurs : 1 en nacelle, 1 au-dessus du transformateur et 1 au-dessus des armoires électriques à l'entrée de l'aérogénérateur. Il a également transmis le manuel d'utilisation des appareils rédigé en Français.</p> <p>Les tests de la détection incendie sont intégrés dans la maintenance préventive. L'exploitant a transmis par courriel du 2 octobre 2025 la notice interne de maintenance du système de détection incendie.</p> <p>En séance, par sondage, il est constaté les tests réalisés sur ces appareils et que les rapports sont rédigés en Français.</p> <p>L'exploitant a présenté en séance la liste des points de contrôle de la maintenance semestrielle et annuelle. Cette liste prévoit un test via le bouton de test tous les 6 mois et un test via une bombe de fumée tous les ans. Le report d'alarme au service d'exploitation est systématiquement vérifié. L'exploitant a été en mesure de justifier le test du système pour les 4 aérogénérateurs du parc sur l'année 2025.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a réalisé un exercice d'urgence en mai 2025 en simulant un incendie sur E5 via une bombe de fumée. L'exercice s'est déroulé normalement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose au préfet la levée de la mise en demeure du 17 octobre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Documentation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Langue Française</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée.</p> <p>Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel.</p> <p>Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française.</p> <p>Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'exploitant a présenté la liste des points de contrôle de la maintenance annuelle des aérogénérateurs, MAINT.CLT.AW.1500. Le descriptif des points de contrôle dans cette liste sont tous rédigés en Anglais.</p> <p>Par courriel du 3 octobre 2025, l'exploitant a transmis la liste des points de contrôle réalisés sur E5 en 2025. Celle-ci a été traduite en Français. L'exploitant indique dans son courriel que l'ensemble de la documentation transmise par le constructeur est rédigé en Espagnol et en Anglais mais qu'il dispose d'un outil de traduction et qu'il s'engage à transmettre la documentation ad hoc en Français sur demande de la DREAL. Ce point pourra être revu lors d'une future visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Suivi environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Autre, Réalisation suivi environnemental</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 20/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p>

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

Pour un projet de renouvellement, autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par le II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Constats :

Par courrier du 18 septembre 2024, l'exploitant a fourni le devis pour la réalisation d'un suivi environnemental sur l'année 2025 conforme au protocole de 2018 avec un total de 23 passages entre mi-mai et fin octobre.

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré qu'il avait finalement été mis en place un protocole avec 35 passages avec a minima 1 fois par semaine. 27 avaient déjà été réalisés dont 5 passages sur le mois de juillet.

3 mortalités ont été constatées lors de ces passages (1 avifaune, 2 chiroptères). Toutes les espèces ont été identifiées.

Par ailleurs, l'exploitant a mis en œuvre des actions afin d'être alerté d'un défaut du bridage. Le chargé d'exploitation reçoit un message quotidien concernant les arrêts de production pendant la nuit sur la période de bridage du parc (du 01/08 au 31/10). Il a de plus été mis en place un nouveau système d'alerte de sous-production et non-arrêt, ou mauvais arrêt, en fonction des données du bridage qui permet à l'exploitant d'être plus réactif. A ce jour, l'alerte est reçue par le chargé d'exploitation, les personnes en charge de son intérim en cas d'absence et les ingénieurs ayant développé informatiquement ce tracé d'alerte.

Type de suites proposées : Sans suite